



COMITE TECHNIQUE DU 4 JUILLET 2017

Compte rendu

Le Comité technique local était initialement prévu le 29 juin 2017 avec 10 points à son ordre du jour.

Nous avons décidé de le boycotter car la Direction Générale et leurs relais locaux suivent la même route. Ils ont décidé de manière unilatérale de réduire les droits des élus et notamment la possibilité de faire le compte rendu.

C'est donc sur du temps privé que ce document est rédigé.

Nous nous sommes réunis dans ce premier comité technique local qui fait suite aux élections.

Nous avons dénoncé dans notre déclaration liminaire la politique d'ensemble du gouvernement fraîchement désigné mais qui est dans la continuité du précédent :

- Loi travail
- PPCR, RIFSEEP
- Poursuite de la politique de suppressions d'emplois (- 120 000 fonctionnaires en moins d'ici 5 ans)
- Retour de la journée de carence
- La remise en cause du réseau de trésoreries, la tyrannie des objectifs dans les SIP avec toujours moins de personnel, le chaos qui s'étend dans les SIE, SPF et SDIF face aux manques de moyens.

Toujours est-il que dans ce comité technique tous les points évoqués étaient pour information (Engagement suite au dernier Comité technique, Tableau de bord de veille sociale, Document unique d'évaluation des risques psycho-sociaux...), sans possibilité de vote des organisations syndicales.

Principal sujet, la question des restructurations (pudiquement appelées Adaptation Structure Réseau) pour 2018.

ADAPTATION STRUCTURE RESEAU

La Direction Générale impulse à toutes les directions départementales de faire remonter leurs projets de restructuration pour accélérer la mise en œuvre des fermetures/regroupement de services.

1) Premièrement, la poursuite des attaques contre les trésoreries mixtes : Spécialisation des trésoreries mixtes en trésoreries Secteur Public Local sur Epinay, Stains, Tremblay avec transfert du recouvrement sur les SIP.

Le SIP de Saint Ouen devrait gérer le recouvrement d'Epinay, le SIP de Saint Denis celui de Stains et le SIP de Livry celui de Tremblay-En-France

Ce qui conduit à fragiliser le réseau, car elle a pour corollaire le transfert des emplois dans un proche avenir voire la suppression des trésoreries pure et simple avec la baisse d'effectifs que cela va entraîner.

Mais ce qui n'est pas dit, c'est que les SIP vont devoir encore une fois gérer un afflux supplémentaire de contribuables ce qui conduira à engorger un peu plus les services d'accueil alors qu'ils doivent déjà supporter un lourd sous-effectif.

Nous allons poursuivre le travail de mobilisation que nous avons entamé auprès des agents et des élus des villes concernées contre la disparition d'un service public de proximité sur leurs communes et l'engorgement de leurs SIP.

2) Fermeture de la Trésorerie de Bagnolet

Concernant Bagnolet, en lien avec la mairie, nous avons pu bloquer la disparition de la trésorerie l'année dernière en interpellant le ministère, nous allons relancer cette initiative en nous appuyant sur la mobilisation des agents et de la population que nous pourrions créer.

3) Fermetures et fusion des trésoreries de La Courneuve et d'Aubervilliers

Sur la TP de La Courneuve, notre intervention auprès de la député et des élus de la ville avait pu obtenir le gel du projet de fermeture/fusion avec la TP d'Aubervilliers : la DDFIP 93 a décidé en conséquence de supprimer 2 emplois et de transférer 2 des budgets (avec 4 emplois..), fragilisant le poste comptable pour inciter les agents à partir.

La DDFIP 93 avait aussi annoncé la fermeture de la Municipale d'Aubervilliers pour compenser. Cependant, elle doit là aussi faire face à l'opposition de la mairie, appuyée par le rejet des agents qui ont tous signé une pétition CGT transmise en soutien à la mairie pour le maintien.

Finalement, la Direction Générale de visite dans le 93 a annoncé son intention de fermer les 2 trésoreries pour les fusionner dans CFP (SIP/SIE etc) d'Aubervilliers.

Nous allons là aussi nous appuyer sur le combat des agents et des élus contre la fermeture.

4) Pour la Trésorerie de Tremblay, celle-ci étant devenu le service comptable de l'intercommunalité de « terre d'envol » une partie de ses effectifs devraient venir de Sevran en remplacement de ceux qui partiront à Livry Gargan au SIP.; Les chaises musicales continuent...

5) TP de Neuilly-Plaisance : suite à la volonté de la mairie de Neuilly-Plaisance de récupérer ses locaux, le maire a décidé de résilier le bail le liant à la DDFIP. Évidemment, la Direction Locale saute sur l'occasion pour avancer sur la réforme des SIP. Le recouvrement serait transféré sur le SIP de Neuilly-Sur-Marne tandis que la partie communale serait fusionnée sur Noisy-Le-Grand

Et tout cela doit être mis en place début 2018.

A plus long terme, nous aurons la Trésorerie hospitalière à Montfermeil issue des fusions de celle de Montreuil et de Montfermeil mais quand de nouveaux locaux seront trouvés !

Fermeture de trésoreries, fusion de services, suppressions d'emplois... Voilà l'avenir qui nous est proposé !!!

A notre grande surprise, lors de la présentation de ce plan d'une violence sans grand précédent sur les structures de notre réseau local, la CGT s'est retrouvée seule à réagir et à réaffirmer son opposition tout le long du comité technique, FO faisant une intervention de principe contre les fusions tandis que Solidaires et la CFDT n'intervenaient que pour s'inquiéter des conséquences RH, acceptant de fait le cadre de restructurations proposé et se rendant sans combattre.

Comme lors des précédents plans de restructuration annoncés, la CGT risque là encore de se retrouver en première ligne mais bien seule.

CAISSE SANS NUMERAIRE ET ACCUEIL SUR RENDEZ-VOUS

Suite à la décision de la Direction Générale de lancer les expérimentations de caisse sans numéraire, la DDFIP 93 a décidé d'expérimenter le dispositif sur le SiE de Neuilly-Sur-Marne.

Cela a suscité un vif débat, car déjà à l'époque nous avons protesté avec pétition contre la mise en place du plafond d'encaisse en numéraire de 300,00 €, c'est là la suite logique visant à supprimer progressivement tous les encaissements en numéraire, fragilisant les populations les plus précarisées.

Au-delà de l'absence d'intérêt en soit de l'expérimentation (un SIE comme Neuilly-Sur-Marne n'encaissant que 5 000 € en numéraire par mois), nous sommes réintervenues sur le fond : la note de cadrage de la mise en place de l'encaisse à 300 € à l'époque était claire, l'enjeu était juste de diminuer le montant des frais de transport de fonds (et non pas la « sécurité des agents » ou la lutte contre le blanchiment comme on nous le présente régulièrement).

La Direction nous a également annoncé que l'expérimentation sera effective à compter du 1^{er} janvier 2018 mais sur le SIP comptable qui devrait être créé à Neuilly sur Marne (ce qui ne va se faire sans poser de problèmes - NDLR).

Dans le même temps, le SIP de Neuilly et celui de Saint-Ouen vont expérimenter l'accueil sur rendez-vous. La procédure est la suivante : prise de rendez-vous sur impots.gouv.fr ou auprès du Centre de Contact, mise en place encore une fois d'un PC en libre-service dans le hall du SIP pour aider les gens à prendre rendez-vous ou déclarer en ligne.

Concrètement, cela se traduira par la mise en place de coupe-files dans les accueils et de contre-appels dans les SIP pour éviter que les gens ne se rendent sur site.

QUESTIONS DIVERSES

Formation professionnelle (stages, galops d'essai) se déroulant sur une demie-journée : délais de route insuffisants pour se restaurer et regagner son poste de travail dans les délais impartis.

Vieille revendication CGT, les formations sur demi-journée avec obligation de regagner les services posent souvent problème, puisqu'aucune obligation n'est faite aux responsables de services pour adapter les horaires. La DDFIP 93 se retranche derrière une hypothétique note nationale de cadrage de la Direction Générale qui se fait désirer depuis déjà plus de 5 mois. La Direction Locale cependant a donné consigne aux responsables de service d'être souples, nous invitons tous les agents à nous remonter les difficultés rencontrées pour que nous interpellions les RH si besoin.

Accueil des guichets ex-Trésor : on constate de fortes disparités d'une trésorerie à l'autre, certaines refusant le paiement des amendes, d'autres ne disposant pas de timbres amendes ou fiscaux, d'autres refusant de payer aux usagers les bons de secours. De fait, ces disparités entraînent le report de ces tâches sur d'autres structures, alourdissant d'autant les tâches de celle-ci. La Direction a reconnu qu'elle-même n'avait aucune idée de ce qui se passait d'une trésorerie à l'autre et qu'elle allait faire un point d'étape sur les structures.

SIP de Saint-Denis : intervention de notre syndicat pour dénoncer les méthodes de management sur le site, notamment la mise en place de responsables de portefeuilles agents C sur le SIP chargés d'encadrer les d'autres agents, le ton vindicatif et la pression de certains encadrants (avec un constat : cette année le SIP de Saint Denis est champion de France pour les mutations...). La Direction nous a informé qu'un audit avait eu lieu sur le SIP et que tout allait bien ! Sauf qu'elle n'était visiblement pas informée qu'il existait des encadrants C. On croit rêver..